

Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002
Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 17/09/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

GONTERO GRANULATS

2 boulevard Edouard Herriot
BP 50030
13500 Martigues

Références : -

Code AIOT : 0006600707

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/06/2024 dans l'établissement GONTERO GRANULATS implanté Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas. L'inspection a été annoncée le 14/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GONTERO GRANULATS
- Les Euzières 30150 Saint-Geniès-de-Comolas
- Code AIOT : 0006600707
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 4 août 1994, pour une durée de 30 ans. Elle produit des matériaux calcaires destinés principalement au marché local du BTP (béton prêt à l'emploi ou préfabriqué). La production maximale autorisée est de 800 kt. Le site accueille également une installation de traitement fixe et des installations de stockage et de transit de matériaux.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	PC1 Prélèvement d'eau	Autre du 31/12/2006, article Article L 214.8 du CE	Demande d'action corrective	2 mois
3	Front d'abattage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	PC2 Stabilité géotechnique	Arrêté Préfectoral du 26/05/2023	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection met en évidence:

- la nécessité de démanteler ou d'équiper d'un compteur volumétrique la pompe de prélèvement d'eau non utilisée;
- le respect des préconisations du tiers expert pour la stabilité géotechnique;
- la nécessité de purger et contrôler les filets pare-rochers.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PC1 Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Autre du 31/12/2006, article Article L 214.8 du CE
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations soumises à autorisation ou à déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 permettant d'effectuer à des fins non domestiques des prélèvements en eau superficielle ou des déversements, ainsi que toute installation de pompage des eaux souterraines, doivent être pourvues des moyens de mesure ou d'évaluation appropriés. Leurs exploitants ou, s'il n'existe pas d'exploitants, leurs propriétaires sont tenus d'en assurer la pose et le fonctionnement, de conserver trois ans les données correspondantes et de tenir celles-ci à la disposition de l'autorité administrative ainsi que des personnes morales de droit public dont la liste est fixée par décret. Lorsque le prélèvement d'eau est réalisé par pompage, la mesure est effectuée au moyen d'un compteur d'eau.</p> <p>Les installations existantes doivent avoir été mises en conformité avec les dispositions du présent</p>

article dans un délai de cinq ans à compter du 4 janvier 1992.
Constats : La carrière est alimentée en eau par un forage avec un seuil de prélèvement annuel respecté. Le local de pompage dispose de 2 pompes, une en service raccordée au réseau de distribution avec un compteur, l'autre non utilisée selon l'exploitant. Pour ce pompage non utilisé, il appartient à l'exploitant de l'équiper d'un compteur en sortie de pompe de prélèvement, ou en l'absence de besoin, de démonter cette installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : PC2 Stabilité géotechnique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/05/2023
Thème(s) : Risques chroniques, Exploitation
Prescription contrôlée : Tierce expertise et mise en œuvre des mesures de suivis
Constats : Par arrêté préfectoral n°2023-029 DREAL du 26 mai 2023, il a été prescrit à l'exploitant une tierce expertise relative à la stabilité des fronts de la carrière. Dans le cadre de sa remise par son rédacteur le 5 février 2024, il est apparu nécessaire de compléter les mesures de suivis déjà en vigueur par de nouveaux points, d'augmenter la fréquence des mesures, et de supprimer le suivi de 5 fissuromètres. A l'occasion de la visite, la mise en œuvre de ces nouveaux points a fait l'objet d'un contrôle. Il en ressort que l'exploitant respecte les préconisations du tiers expert. L'inspection des installations classées propose à l'exploitant de reporter tous ces points sur un repère ortho image pour faciliter leur suivi.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Front d'abattage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6
Thème(s) : Risques accidentels, Front d'abattage
Prescription contrôlée : 11.6. - Front d'abattage. Pour les travaux à ciel ouvert, l'exploitant doit définir la hauteur et la pente des gradins du front d'abattage en fonction de la nature et de la stabilité des terrains et de la méthode d'exploitation. Les fronts et tas de déblais ne doivent pas être exploités de manière à créer une instabilité. Ils ne doivent pas comporter de surplombs.

A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement.

Constats :

Comme en témoigne le précédent point de contrôle, la stabilité géotechnique de cette carrière représente un enjeu majeur.

Au delà des contrôles sur l'emprise exploitée en dent creuse, la stabilité des parties sommitales et des pentes extérieures à la carrière n'étant pas assurée en tout point, il a été disposé des filets pare-rochers suivant l'analyse des risques.

Ce dispositif sécuritaire passif nécessite un entretien, qui comprend a minima une purge des blocs rocheux interceptés et une vérification de l'ancrage des filets, selon les recommandations du constructeur.

Il appartient à l'exploitant de justifier cet entretien.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois